

Jusqu'à maintenant, le ministre a refusé d'agir. Il ne prend pas la chose au sérieux. Il nous renvoie la balle en haussant les épaules. Ce n'est pas là, à mon avis, la manière d'aborder les affaires sérieuses à la Chambre. C'est une tactique obstructionniste qui sera lourde de conséquences pour le gouvernement lui-même. La même tactique a été utilisée lors des événements qui ont abouti à la création de la Commission Parker dont le gouvernement subit aujourd'hui les fâcheuses retombées.

On ne s'étonnera donc pas des résultats du sondage Gallup ethnoculturel mené par *Multifax Communications Corp.* de Toronto, une entreprise spécialisée en communication et en recherches ethnoculturelles. On demandait à des représentants de trois groupes ethnoculturels de Toronto quels seraient, selon eux, les résultats d'une élection si elle devait être tenue demain.

Il n'est pas surprenant que les Italo-Canadiens donnent leur appui au Parti libéral dans une proportion de 39,5 p. 100 alors que le Parti conservateur n'obtient que 3 p. 100 de cet appui. Il n'est pas surprenant que 34,5 p. 100 des Canadiens d'origine chinoise appuient le Parti libéral et seulement 5,4 p. 100 le Parti conservateur. 41,3 p. 100 des Canadiens d'origine portugaise ont dit favoriser le Parti libéral et seulement 5 p. 100 le Parti conservateur. Chez les Indo-Pakistanaïens de Toronto, ces proportions sont de 46,3 p. 100 pour les libéraux et de seulement 5 p. 100 pour les conservateurs.

• (1815)

Il n'est pas question pour nous, libéraux, de tirer avantage de ces chiffres ni de nous reposer sur nos lauriers. Nous devons plutôt travailler sans relâche afin de mériter l'appui de ces Canadiens dans nos circonscriptions. Je le dis haut et fort au secrétaire parlementaire, au ministre et au premier ministre (M. Mulroney) qui se plaît à aller à Montréal annoncer monts et merveilles aux communautés ethnoculturelles: ces communautés ne sont pas satisfaites, réjouies ou heureuses de l'orientation ni des initiatives du gouvernement. Elles ne prennent pas à la légère le rapport McCreath. Le fait qu'un sous-comité du caucus conservateur propose, à Toronto, de manipuler les programmes multiculturels et ceux qui concernent l'immigration au profit du parti conservateur ne les amuse pas.

Les députés conservateurs sont les seuls à rigoler. Pour ces Canadiens, la situation est plus sérieuse. Ils veulent simplement, et les chiffres que j'ai cités le montrent, qu'on remette de l'ordre dans les affaires et qu'on cesse de se gargariser de mots. J'ai hâte de savoir si le secrétaire parlementaire fera preuve de sagesse en nous disant que nous allons obtenir la démission de M. McCreath et l'enquête que les Canadiens réclament, ou s'il

### L'ajournement

préfèrera tergiverser, comme on l'a fait jusqu'ici, et probablement affaiblir encore la position du gouvernement lors des sondages du mois prochain.

[Français]

**M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État et du ministre responsable du Multiculturalisme):** Monsieur le Président, le député de York-Ouest (M. Marchi) a réclaté la tenue immédiate d'une enquête complète sur les activités du Conseil canadien du multiculturalisme pour rétablir la crédibilité et l'intégrité de cet organisme consultatif national. Le député sème la peur, la confusion, déforme les faits, sème le doute dans nos communautés ethniques.

Le gouvernement ne partage pas l'opinion du député qui prétend que la crédibilité du Conseil est en jeu, non plus que sa perception du vice-président.

Si le mandat du CCM est demeuré essentiellement le même depuis la création de cet organisme sous le nom de Conseil consultatif canadien du multiculturalisme en 1973, sa structure a subi plusieurs modifications depuis cette époque, et cela à l'avantage de tous les groupes peu importe leurs allégeances politiques. Le gouvernement a l'intention de faire en sorte que le Conseil demeure une source indépendante de conseils pour le ministre et que ses membres soient issus de diverses communautés ethnoculturelles de l'ensemble du Canada.

C'est le député de York-Ouest qui conclut que le Conseil consultatif canadien du multiculturalisme n'est rien qu'une annexe du parti conservateur du Canada. Je lui ai donné des preuves contraires le 20 octobre dernier et je le réfère au *hansard* à la page 546. S'il persiste, je pourrai encore lui en donner plus de la communauté ethnique de Montréal à laquelle j'appartiens.

Non, ce n'est pas l'avis du gouvernement qui croit plutôt que le Conseil est composé de spécialistes d'une vaste gamme d'origines ethniques et de diverses professions. Pour ce qui est des professions, on y trouve, en effet, un administrateur d'université, un restaurateur, un chimiste, un médecin, un ingénieur, un exploitant de plate-forme pétrolière, un architecte, un artiste et une ménagère. Ces personnes ont été choisies en raison de leur capacité de mettre à profit leur propre expérience, leur intérêt et leur sagesse dans le domaine du multiculturalisme.

Le gouvernement réexaminera la composition du Conseil pour s'assurer que celui-ci dispose d'un large inventaire de compétences. Il ne s'agit pas de rétablir la crédibilité et l'intégrité du Conseil, car comment est-il possible de rétablir ce qui n'a jamais été perdu! Il s'agit tout simplement pour le gouvernement de se conformer pleinement aux principes et aux idéaux du multiculturalisme, qui revêtent pour lui une telle importance.